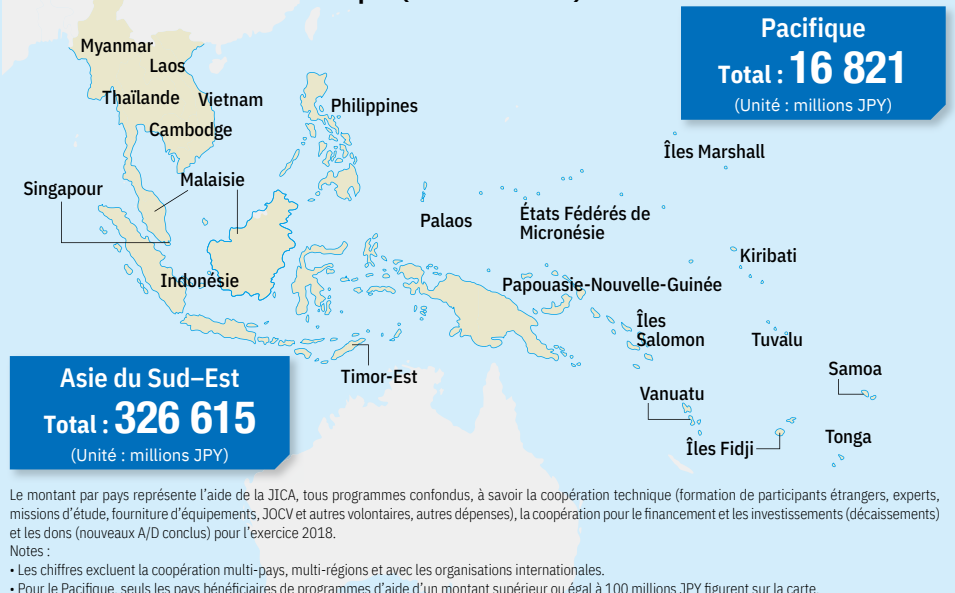


Asie du Sud-Est et Pacifique

Atteindre une croissance de qualité dans « un Indo-Pacifique libre et ouvert »

Programmes de la JICA en Asie du Sud-Est et dans le Pacifique (exercice 2018)

	Montant par pays (Unité : millions JPY)	Part du total
Asie du Sud-Est		
Vietnam	77 177	23,6 %
Indonésie	74 307	22,8 %
Philippines	60 135	18,4 %
Myanmar	59 446	18,2 %
Thaïlande	25 429	7,8 %
Cambodge	17 600	5,4 %
Laos	7 954	2,4 %
Timor-Est	2 710	0,8 %
Malaisie	1 852	0,6 %
Singapour	3	0,0 %
Pacifique		
Papouasie-Nouvelle-Guinée	4 745	28,2 %
Tonga	3 071	18,3 %
Kiribati	2 236	13,3 %
Palaos	1 484	8,8 %
Îles Salomon	1 426	8,5 %
Samoa	1 148	6,8 %
Vanuatu	910	5,4 %
Îles Fidji	810	4,8 %
Tuvalu	611	3,6 %
Micronésie	242	1,4 %
Îles Marshall	115	0,7 %
Trois autres pays	24	0,1 %



Asie du Sud-Est

Problèmes régionaux

Entre l'océan Indien et l'océan Pacifique, les pays de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) vont devenir une présence dynamique pour le maintien et le développement d'un ordre international libre et ouvert basé sur l'État de droit, et jouer un rôle moteur dans la promotion de la stabilité et de la prospérité de la région indo-pacifique – un idéal au cœur de la vision du gouvernement japonais pour « un Indo-Pacifique libre et ouvert ». Le développement de l'ANASE en tant que région libre et ouverte est essentiel, ce d'autant plus qu'il est directement lié aux intérêts nationaux du Japon. Dans cette optique, le Japon doit étendre son aide stratégique afin de renforcer l'autonomie, l'indépendance et l'intégrité de l'ANASE.

La promotion de l'intégration économique et le renforcement de la connectivité, notamment à travers le développement des corridors économiques est-ouest et sud, et du corridor économique maritime, sont particulièrement importants pour l'intégrité et la croissance durable de l'ANASE. Le Japon tient également à assurer une coopération pour le développement des infrastructures maritimes et le renforcement des capacités d'application du droit maritime afin de maintenir et de consolider un ordre maritime libre et ouvert, ainsi que pour une « croissance de qualité » apte à dépasser les disparités économiques et établir une stabilité et une prospérité régionales solides. De plus, une coopération doit être menée dans de nombreux domaines, notamment contre le changement climatique et vers la décarbonisation de l'économie, ainsi que pour former les futurs dirigeants nationaux et fonctionnaires administratifs qui joueront un rôle clé dans la gestion de leur pays. Une coopération est également

nécessaire pour faire face aux vulnérabilités régionales, notamment dans l'État de Rakhine, au Myanmar, et à Mindanao aux Philippines, et pour l'instauration de communautés pacifiques, stables et sûres partageant des valeurs universelles, telles que l'État de droit et la bonne gouvernance.

Une aide doit enfin être apportée pour appuyer la candidature du Timor-Est à l'ANASE et soutenir sa transition de la période de reconstruction au stade du développement.

Initiatives de la JICA

1. Encourager une « croissance de qualité »

La JICA déploie une aide pour une « croissance de qualité » à la fois inclusive, durable et résiliente. La JICA considère la connectivité physique et les infrastructures terrestres et maritimes stratégiques comme des éléments essentiels pour répondre aux besoins croissants d'infrastructures.

Les problèmes urbains tels que les embouteillages et la pollution atmosphérique, causés par l'augmentation soudaine de la population, empêchent une croissance durable et posent des difficultés sociales. Alors que les pays d'Asie du Sud-Est poursuivent leur croissance économique, la JICA met l'accent sur le développement des infrastructures urbaines et un environnement urbain comprenant des systèmes de gestion du trafic, d'élimination des déchets, d'approvisionnement en eau et d'égouts cruciaux pour l'amélioration des fonctions urbaines et l'émergence d'une classe moyenne. Le premier métro de l'Indonésie est entré en service [→ voir l'étude de cas, page 23]. La JICA encourage le développement d'infrastructures de qualité servant de fondations à une croissance de qualité respectueuse de l'environnement pour améliorer la vie des communautés locales

par la création d'emplois et l'accès aux services sociaux.

La JICA continue également de promouvoir le développement des infrastructures dans les corridors économiques est-ouest et sud de la péninsule indochinoise afin de renforcer la connectivité est-ouest en Asie du Sud-Est, et elle œuvre au renforcement d'une « connectivité dynamique et efficace », notamment par l'amélioration des systèmes de douanes et la formation du personnel, dans le but d'accroître la connectivité institutionnelle.

2. Initiatives pour la stabilité régionale

La JICA déploie une coopération pour le renforcement des capacités d'application du droit et de sécurité maritimes, ainsi qu'une aide aux îles les plus isolées d'Indonésie pour contribuer à la réalisation d'un ordre maritime libre et ouvert basé sur l'État de droit. Afin de mettre l'accent sur le renforcement de la gouvernance et la démocratisation, la JICA apporte une aide aux minorités ethniques du Myanmar et pour le processus de paix à Mindanao, aux Philippines, où elle soutient également la reconstruction et le rétablissement de la ville de Marawi [→ voir l'étude de cas, page 24].

Immédiatement après le séisme qui a frappé l'île des Célèbes, en Indonésie, en septembre 2018, et suite à la demande du gouvernement indonésien, la JICA a apporté des secours d'urgence et, après confirmation du niveau d'aide requis, formulé un plan directeur comprenant des projets de reconstruction exploitant pleinement l'expertise japonaise dans ce domaine [→ voir page 9].

3. Changement climatique

L'impact du changement climatique est assez lourd dans la région de l'ANASE, car une grande partie de sa population est concentrée dans les villes côtières. C'est pourquoi l'aide pour la réduction des risques de catastrophe et la lutte contre le changement climatique doivent être intensifiées. Simultanément, la demande d'électricité explose dans les pays de l'ANASE et il



Des responsables d'infrastructures portuaires d'Asie du Sud-Est et du Pacifique ont été invités au Japon pour favoriser le réseautage dans « un Indo-Pacifique libre et ouvert ».

est crucial de trouver des politiques énergétiques qui concilient croissance et environnement. Dans cette optique, la JICA promeut l'utilisation active des technologies japonaises sobres en carbone et la construction de nouvelles chaînes d'approvisionnement énergétique, notamment de terminaux de gaz naturel liquéfié (GNL), domaine où les entreprises japonaises possèdent une expertise technique de pointe.

Pendant l'exercice 2018, la JICA a mis en œuvre le projet de construction d'un système de transport en commun rapide à Jakarta, en Indonésie, afin d'encourager un développement urbain résilient et des investissements infrastructurels répondant aux exigences de réduction des émissions de carbone et d'adaptation au changement climatique. Elle a aussi réalisé le projet d'amélioration des équipements et des installations pour les services météorologiques et hydrologiques du Laos afin d'assurer une gestion globale du risque climatique. La JICA mène actuellement le projet de développement des capacités pour la mise en œuvre des stratégies de lutte contre le changement climatique, en Indonésie, pour améliorer les politiques et les systèmes de lutte contre le changement climatique.

4. Développement des ressources humaines

Les pays de l'ANASE connaissent un changement de génération parmi les personnes qui s'intéressent profondément au Japon et

Indonésie : Projet de construction d'un système de transport en commun rapide à Jakarta

Aide japonaise complète pour la construction, l'exploitation et la maintenance



Le président Joko Widodo s'adresse à la foule des résidents locaux lors de la cérémonie d'ouverture du métro.

À la fin mars 2019, le système de transport en commun rapide de Jakarta (ligne nord-sud), le premier métro en Indonésie, est entré en service dans la capitale du pays.

La population de la zone métropolitaine de Jakarta progresse rapidement, et le nombre de voyageurs vers le centre-ville, où sont concentrées les activités économiques, s'accroît chaque année. La zone métropolitaine de Jakarta dépend du réseau routier pour la plus grande partie des transports de voyageurs et de marchandises. Les embouteillages qui en résultent sont à la fois mauvais pour l'environnement des investissements et pour la qualité de l'air, à cause des gaz d'échappement.

Le projet de ligne nord-sud du système de transport en commun rapide de Jakarta a été mis

en œuvre avec une coopération intégralement japonaise, associant les prêts d'APD de la JICA au savoir-faire des entreprises japonaises pour tous les aspects techniques, depuis les travaux de génie civil, la fourniture du matériel roulant et les systèmes électriques et mécaniques, jusqu'à la supervision des travaux de construction et aux services de consultants, notamment pour le développement organisationnel et la gestion opérationnelle.

Le transfert modal de l'automobile vers les transports publics devrait répondre à la demande croissante de transports, atténuer les embouteillages, améliorer l'environnement des investissements, et alléger le fardeau imposé à l'environnement en Indonésie.

qui ont une forte affinité avec ce pays. À travers son programme d'études du développement [→ voir page 65], la JICA renforce stratégiquement ses programmes de formation à long terme (programmes de co-crédation des connaissances) pour les futurs leaders et fonctionnaires administratifs prometteurs amenés à jouer un rôle clé dans la gestion de leur pays. L'Agence forme aussi le personnel des entreprises à la pointe du développement industriel et de l'innovation technologique. Dans le cadre du programme de leadership public mondial (« programme de leadership public mondial pour les ODD » à partir de l'exercice 2019), la JICA a accueilli 28 participants dans huit universités durant l'exercice 2018. En novembre, la JICA a organisé une conférence de réseautage où les participants, des membres de la JICA et des représentants d'universités se sont réunis pour établir des relations de confiance avec les futurs leaders nationaux.

La JICA fournira une aide au Timor-Est pour former le personnel responsable de l'amélioration des capacités administratives et du renforcement des institutions à travers le projet de bourses pour le développement des ressources humaines, financé par un don.

Dans le cadre de la stratégie pour « un Indo-Pacifique libre et ouvert », l'un des grands enjeux de l'ANASE pour cette nouvelle ère sera de favoriser l'émergence d'une classe moyenne solide et saine attachée aux valeurs de liberté, de démocratie, d'égalité, d'État de droit et de bonne gouvernance, et qui puisse jouer un rôle central dans le développement national. Dans cette optique, la JICA promeut une coopération pour le développement de l'environnement urbain, l'agriculture, la sécurité alimentaire et la nutrition, la santé, le sport et les soins médicaux, et l'éducation.

En menant ses activités de coopération, la JICA continuera de tirer le meilleur parti de l'expertise et du savoir-faire diversifiés des entreprises du secteur privé, des universités et instituts de recherche, ainsi que des gouvernements locaux.

Pacifique

Problèmes régionaux

La JICA apporte une aide aux 14 pays insulaires du Pacifique. Ces pays ont des langues, des cultures et des coutumes différentes. Bien que le niveau de développement varie selon les pays, ils font face à des problèmes communs liés à leur caractère insulaire : petite taille, isolement et éloignement.

Le Japon et les pays insulaires du Pacifique organisent tous les trois ans depuis 1997 la réunion des dirigeants des îles du Pacifique (PALM), où divers problèmes régionaux et nationaux sont discutés au plus haut niveau.

La huitième réunion des dirigeants des îles du Pacifique (PALM8) a eu lieu à Iwaki, dans la préfecture de Fukushima, en mai 2018. Suite aux discussions menées entre les dirigeants des pays insulaires du Pacifique et le Japon, la coopération et les initiatives d'aide suivantes ont été annoncées :

- (1) Aide à la sécurité maritime, notamment à l'application des lois maritimes et à la gestion des ressources marines basée sur le concept d'« océan libre, ouvert et durable ».
- (2) Renforcement des bases d'un développement résilient et durable à travers le développement des ports et autres infrastructures, l'introduction des énergies renouvelables, et la mise en œuvre d'une aide dans le domaine du changement climatique, de l'environnement et de la réduction des risques de catastrophe, du commerce et de l'investissement, et du tourisme.
- (3) Échanges actifs entre les individus.

Initiatives de la JICA

La JICA fournit une aide complète dans le cadre de la coopération et des initiatives d'aide annoncées lors de la PALM8.

Philippines : Coopération pour la paix à Mindanao

Établir une paix durable par l'instauration de relations de confiance



Aide à la culture du riz dans le Bangsamoro (sud-ouest de Mindanao)

Le conflit entre les groupes musulmans recherchant l'autonomie et le gouvernement philippin a déchiré le pays pendant près de 50 ans dans la région sud-ouest de Mindanao, mais grâce à l'établissement de la loi organique du Bangsamoro en 2018, l'Autorité de transition du Bangsamoro (ATB) a été mise en place en février 2019.

Aux côtés du ministère des Affaires étrangères, la JICA coopère pour le développement des ressources humaines et l'amélioration des moyens de subsistance dans la région depuis une vingtaine d'années afin de promouvoir la paix. Avant l'inauguration de l'ATB, en se basant sur les liens de confiance mutuelle établis avec le Front moro islamique de libération et le gouvernement philippin,

la JICA a participé à l'équipe de surveillance internationale lors du référendum sur l'autonomie de Mindanao, et elle a soutenu la formation organisationnelle de l'ATB.

En attendant l'établissement et le fonctionnement complet du gouvernement du Bangsamoro prévus pour 2022, la JICA déploiera une coopération technique pour renforcer la gouvernance et améliorer les moyens de subsistance, fournira des dons pour la construction de centres de formation professionnelle, et accordera des prêts d'APD pour la construction et la restauration de routes d'accès au réseau interurbain.

La JICA continuera d'encourager une paix et un développement durables dans la région.



1. Coopération maritime

Un ordre maritime stable, la sécurité maritime, ainsi que le développement et la gestion durables des ressources maritimes sont essentiels pour les pays insulaires du Pacifique. Afin d'éliminer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INN), la JICA a organisé des formations au Japon pour les participants de 12 pays insulaires du Pacifique en coopération avec les États-Unis [→ voir l'étude de cas ci-dessous].

La JICA a fourni une coopération technique pour l'amélioration des capacités de gestion des ressources côtières au Vanuatu et dans les Îles Salomon. Elle a également soutenu le développement portuaire et assuré une coopération technique pour l'exploitation et la maintenance des navires et des installations portuaires à travers l'envoi de conseillers régionaux aux Fidji.

2. Gestion de l'environnement

La JICA a soutenu le renforcement des institutions pour une gestion durable des déchets aux niveaux régional et national dans les pays insulaires du Pacifique en coopération avec le Secrétariat du programme régional océanique de l'environnement (PROE), basé aux Samoa, et elle a contribué à la réduction des déchets en plastique dans l'océan ainsi qu'à la lutte contre le réchauffement climatique. Dans la zone côtière métropolitaine de Papouasie-Nouvelle-Guinée, les déchets non traités étaient rejetés dans l'océan. La JICA a contribué à un meilleur assainissement pour les résidents et à la protection de l'environnement marin en construisant une station d'épuration des eaux usées dans la région.

3. Gestion des risques de catastrophe et changement climatique

La JICA a apporté une aide au renforcement des fonctions de formation météorologique du Service météorologique national des Fidji (SMF) pour le personnel des pays insulaires du Pacifique



Réception pour le troisième groupe de participants du programme Pacific-LEADS

[→ voir l'étude de cas, page 39] et elle a soutenu la création du Centre sur le changement climatique dans le Pacifique, en coopération avec le PROE.

4. Approvisionnement énergétique stable

La JICA a déployé une aide financière bilatérale et une coopération technique au niveau régional afin de promouvoir l'introduction optimale d'énergies renouvelables tout en stabilisant les systèmes électriques et en faisant une utilisation efficace de la production d'électricité à partir du diesel.

5. Développement des ressources humaines

La JICA fournit aux responsables gouvernementaux appelés à jouer un rôle clé dans les pays insulaires du Pacifique l'opportunité d'étudier au Japon dans le cadre du programme d'aide à l'éducation des leaders du Pacifique pour le développement de l'État (Pacific-LEADS). Après les 41 participants des exercices 2016 et 2017, la JICA a accepté 20 nouveaux participants pour l'exercice 2018, et organisé des programmes de stage pour les participants au sein des gouvernements centraux ou locaux.

Douze pays du Pacifique : Politiques et mesures de lutte contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INN) (programme de co-crédation des connaissances par pays)



Partager l'expertise japonaise pour l'utilisation durable des ressources marines



Des participants assistent à un cours des gardes-côtes japonais sur les mesures de lutte contre la pêche INN.

Tant sur le plan économique, social que culturel, les ressources marines sont cruciales pour les pays insulaires du Pacifique qui disposent d'une vaste zone économique exclusive. Ces dernières années, cependant, l'exploitation excessive de ces ressources liée à la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INN) est devenue un problème sérieux nécessitant une réponse urgente.

En novembre et décembre 2018, des formations pour l'élimination de la pêche INN dans le Pacifique ont été organisées au Japon pour 12 pays insulaires du Pacifique (Papouasie-Nouvelle-Guinée, Fidji, Tonga, Vanuatu, Samoa, Îles Salomon, Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Palaos, Kiribati, Tuvalu et Nauru).

En coopération avec l'Agence des pêches du Japon, les gardes-côtes japonais et des

entreprises du secteur privé, les participants ont assisté à des conférences et visité des sites tout en se familiarisant avec l'expertise du Japon en matière de lutte contre la pêche INN, notamment sur la collaboration entre les ministères et agences concernés, et la gestion des violations des lois et règlements liés à la pêche. Des conférences ont également été organisées par l'Agence américaine d'observation océanique et atmosphérique, dans le cadre d'une collaboration avec les États-Unis, pour le maintien et la promotion d'un Indo-Pacifique libre et ouvert.

Les participants ont déclaré vouloir utiliser les connaissances acquises lors de la formation au Japon dans leur pays. La JICA continuera d'apporter une aide pour le renforcement des mesures de lutte contre la pêche INN dans le Pacifique.